

# La décroissance dit ce qu'elle n'est pas mais ne dit pas ce qu'elle est

Jean-Marie Harribey

Conseil scientifique d'Attac, 17 juin 2011<sup>1</sup>

Le débat sur la décroissance a été jalonné par des étapes importantes, notamment celles du livre *Le développement a-t-il un avenir ?*, en 2004, des articles dans *Lignes d'Attac*, dans la revue de l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques), dans *Le Monde diplomatique* et dans *Politis*.<sup>2</sup> Documents sur la base desquels de très nombreuses interventions publiques ont été menées dans les Universités d'été et dans les comités locaux. Discussions qui nous (m') ont valu de très nombreuses controverses avec les théoriciens de la décroissance, voire quelques anathèmes définitifs.

Aujourd'hui, certaines difficultés se sont aplanies, pas toutes, mais celles qui se sont aplanies rendent possible la poursuite de la discussion.

Après quelques hésitations, certains des théoriciens de la décroissance, notamment Paul Ariès, ont clarifié leur position vis-à-vis de la démocratie, des droits universels ou même leur ancrage politique à gauche et la prise en compte simultanée des questions sociales et écologiques. Tous éléments fondamentaux que nous avons pointés dans notre livre de 2004 et qui nous avaient attiré les foudres de nos contradicteurs, à l'époque plus ou moins séduits par des formes de relativisme culturel.

Qu'est-ce qui à mes yeux nécessite d'être encore clarifié ou explicité comme divergences ? Des points de fond et des points de forme, qui sont liés.

---

<sup>1</sup> Par rapport à mon intervention orale lors de la venue de Paul Ariès, invité ce jour-là à présenter son analyse devant le CS d'Attac, j'ai seulement ajouté une réponse à une objection qui m'a été faite mais à laquelle je n'avais pu répondre par manque de temps, et aussi une conclusion méthodologique.

<sup>2</sup> Pour les publications s'inspirant des travaux réalisés au sein d'Attac, voir : Attac (coord. J.M. Harribey), *Le développement a-t-il un avenir ?*, Pour une société solidaire et économe, Paris, Mille et une nuits, 2004 ; Attac, « Quel développement pour une société solidaire et économe », *Lignes d'Attac*, n° 35, avril 2004, <http://www.france.attac.org/articles/quel-d-developpement-pour-une-soci-t-solidaire-et-conome> ; Attac, « Peut-on penser un ordre international », *Revue internationale et stratégique*, IRIS, n° 54, été 2004, p. 61-63, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/quel-developpement.pdf> ; J.M. Harribey, « Vers une société économe et solidaire, Développement ne rime pas forcément avec croissance », *Le Monde diplomatique*, juillet 2004, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/developpement-croissance.pdf> ; J.M. Harribey, « L'ex(-)croissance », *Politis*, n° 796, 8 avril 2004, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/excroissance.pdf> ; J.M. Harribey, « Que faut-il développer ? », *Politis*, n° 1052, 14 mai 2009, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/que-developper.pdf>. Pour les travaux strictement personnels, voir notamment : J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; « Décroissance uniforme ou développement qualitatif ? », Séminaire « Anti-productivisme, décroissance et démocratie », Montbrison, 5 et 6 février 2005, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/vu-developpement.pdf> ; « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques, Cahiers théoriques pour l'écologie politique*, n° 10, septembre 2005, p. 151-158, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf> ; « Une conception de la richesse non marchande pour sortir du faux dilemme croissance-décroissance », in Eric Berr et Jean-Marie Harribey (dir.) *Le développement en question (s)*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2006, p. 265-288, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/depasser-dilemme.pdf> ; « Les théories de la décroissance, Enjeux et limites », *Cahiers français*, « Développement et environnement », n° 337, mars- avril 2007, p. 20-26, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/dcroissance.pdf> ; J.M. Harribey, « La décroissance : nouvelle utopie ou impasse ? », *Encyclopaedia Universalis, Forum*, 2008, p. 944-950, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/dcroissance-eu.pdf> ; « Que faire croître et décroître ? », *Contretemps*, n° 21, février 2008, p. 85-95, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/croitre-decroitre.pdf>.

## 1. Sur le fond

### 1) Qu'est-ce que la décroissance ?

La stratégie d'évitement n'est plus possible. À la question « comment définir la décroissance ? », les réponses « c'est un mot-obus », ou bien « la décroissance n'est pas le contraire de la croissance », ou bien « c'est la transformation de l'imaginaire », ne sont pas à la hauteur, voire pas sérieuses du tout, et cela d'un triple point de vue :

- on ne peut pas critiquer la croissance du PIB, qui serait l'objectif de nos sociétés (ce qui est faux, comme on le verra plus loin), en refusant ensuite d'admettre que la décroissance ne vise pas à le faire diminuer ;
- dans le contexte de crise majeure du capitalisme mondial qui se traduit en de nombreux endroits par la récession économique frappant les plus pauvres, on doit pouvoir répondre aux interrogations concernant les transformations à envisager pour passer d'un modèle productiviste à un modèle socio-écologique sans provoquer encore plus de dégâts sociaux ;
- la nécessité de diviser par 4 ou 5 nos émissions de GES va exiger de telles économies d'énergie, de telles améliorations de nos processus de production qu'elles seront incompatibles avec les normes de rentabilité capitaliste telles qu'elles s'expriment dans le capitalisme néolibéral, justifiant le dépassement du capitalisme et du productivisme.

### 2) Quelle transition ?

D'où la nécessité de penser les transitions.

- en termes de justice sociale : la reconversion de pans entiers de l'économie ne peut pas être conduite sans prendre en compte l'emploi, la qualification, la qualité du travail... ;
- en termes d'investissements : la transformation de nos systèmes énergétiques, de nos modes de transport, de notre urbanisme et de notre habitat exigera des investissements colossaux pendant des décennies.

Cela serait-il possible dans un contexte où on aurait organisé une diminution de 2% par an (-33% en 20 ans, -55% en 40 ans), 3% (-47% en 20 ans, -70% en 40 ans) ou 4% (-56% en 20 ans, -80% en 40 ans) du PIB pendant 20 ou 40 ans ?

C'est impossible parce que l'économie n'est pas simplement une affaire de tuyaux que l'on branche et débranche dans l'instant à loisir en redirigeant les investissements par un coup de baguette magique. Les interdépendances entre secteurs font qu'il y faudra du temps. Un peu comme quand on dit qu'on peut sortir du nucléaire en deux décennies environ et pas immédiatement.

C'est la raison pour laquelle j'avais proposé la notion de décélération de la croissance comme *première étape* pour déconnecter progressivement le progrès humain et le bien-être de la croissance matérielle, en sachant qu'il n'y avait pas de croissance économique infinie possible. Cela avait provoqué les ricanements des partisans de la décroissance et d'Hervé Kempf qui avait ridiculisé dans *Le Monde* le livre d'Attac, mais tous aujourd'hui parlent de ralentissement, ce qui est l'exact synonyme de décélération : le nier, comme le fait Paul Ariès, reste totalement incompréhensible.

Comment sortir de cette difficulté ?

- en approfondissant la manière de réduire les inégalités : à ce sujet, le revenu maximum fait partie de nos propositions communes ;
- en approfondissant la distinction entre les productions qui, pendant cette phase de transition, devront diminuer et celles qui devront croître parce que le capitalisme est très réticent à les mettre à disposition s'il n'a pas réussi à les privatiser ; d'où l'importance de la distinction entre sphère marchande et sphère non marchande car elle est au cœur de notre bataille pour la protection sociale, et que les théoriciens de la décroissance ont eu tant de mal à faire parce que, longtemps, ils ont confondu marchand et monétaire et non marchand et non monétaire lorsqu'ils ont enfourché le cheval de la critique du PIB, aujourd'hui tellement ressassée qu'elle en est devenue triviale, sinon fautive, puisque le PIB contient tout le produit monétaire non marchand.

Triviale et même fautive car personne ne peut savoir à l'avance si, pendant la phase de transition, le PIB augmentera parce que les productions qui auront crû l'emporteront sur celles qui auront décliné, ou bien s'il diminuera parce que l'inverse se sera produit. Personne non plus ne peut savoir à l'avance si le renchérissement des productions propres écologiquement et justes socialement fera plus ou moins que compenser, en termes de valeur de la production globale, une éventuelle diminution des volumes produits. Ce point serait mineur si les théoriciens de la décroissance n'affirmaient pas simultanément deux choses contraires : qu'il ne s'agit pas pour eux d'une question de récession de l'activité et que la production globale doit diminuer.

Dès lors, il vaudrait mieux parler de décroissance des consommations de matières premières et d'énergie que de décroissance de la production globale pendant toute cette phase de transition. Peut-on avoir l'une sans l'autre dans un laps de temps aussi court que quelques décennies ? Personne aujourd'hui ne peut répondre à cette question.<sup>3</sup> En tout cas, cela renforce l'exigence de ne pas mettre les pays du Sud au même régime que les pays du Nord et il est loin le temps où Serge Latouche écrivait que la décroissance sauverait le Sud<sup>4</sup>. Le plus surprenant est que ces théoriciens oublient ce que disait leur inspirateur Georgescu-Roegen qui distinguait, lui, croissance et développement.<sup>5</sup>

### 3) De la productivité ?

C'est peut-être le point le plus révélateur des controverses auxquelles nous avons été mêlés avec les partisans de la décroissance.

Il y a encore une grande incompréhension des liens indéfectibles entre les évolutions des quatre variables que sont la production, l'emploi, la productivité horaire du travail et la durée individuelle du travail<sup>6</sup>. Ces liens sont vrais en toute circonstance. D'où le choix en faveur de la priorité de l'affectation des gains de productivité, tant qu'il en subsistera mais obtenus proprement (socialement et écologiquement), à la diminution du temps de travail plutôt qu'à la stimulation aveugle de la production. Et ce sera d'autant plus efficace en termes d'emploi, de qualité du travail et de qualité de la production que celle-ci aura été réorientée. On retrouve la question de la transition.

Cette incompréhension se traduit par une confusion entre productivité horaire et productivité par tête. C'est ainsi qu'on trouve souvent chez les théoriciens de la décroissance la proposition de faire diminuer la productivité du travail, sans qu'il soit précisé s'il s'agit de la productivité individuelle ou de celle de l'unité de travail. Imaginons que le projet des années 1970 « Travailler deux heures par jour » voie le jour. Il est quasiment certain que la productivité individuelle diminuerait. En serait-il de même pour la productivité de l'heure de travail ?...

Il s'ensuit une autre incompréhension à propos de la notion de productivité du travail qu'il faut distinguer du productivisme. L'objectif est d'améliorer la qualité de la production mais beaucoup de penseurs de la décroissance proposent de rapporter la *qualité* du service rendu, par définition non mesurable, à une *quantité* de matières, elle qui est mesurable. C'est proprement

<sup>3</sup> Voir la critique que j'ai faite du rapport de Tim Jackson, *Prospérité sans croissance, La transition vers une économie durable*, 2009, Bruxelles et Namur, De Boeck et Etopia, 2010 : J.M. Harribey, « Prospérité sans croissance et croissance sans prospérité », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-jackson.pdf>.

<sup>4</sup> S. Latouche, « Contre l'ethnocentrisme du développement, Et la décroissance sauvera le Sud », *Le Monde diplomatique*, novembre 2004, <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/11/LATOUCHE/11652> ; cet article répondait à celui que j'avais écrit publié au mois de juillet précédent : « Vers une société économe et solidaire, Développement ne rime pas forcément avec croissance », *op. cit.*

<sup>5</sup> N. Georgescu-Roegen écrivait dans *La décroissance, Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la terre, 1995, p. 104-106 : « Une grande confusion imprègne les vives controverses relatives à la "croissance" tout simplement parce que ce terme est utilisé dans de multiples acceptions. Une confusion sur laquelle Joseph Schumpeter a constamment mis en garde les économistes, c'est la confusion entre *croissance* et *développement*. [...] Au niveau purement logique, il n'y a nul lien nécessaire entre développement et croissance ; on pourrait concevoir le développement sans la croissance. C'est faute d'avoir systématiquement observé les distinctions précédentes que les défenseurs de l'environnement ont pu être accusés d'être des adversaires du développement. En fait, la véritable défense de l'environnement doit être centrée sur le *taux global* d'épuisement des ressources (et sur le taux de pollution qui en découle.) ».

<sup>6</sup> Production = productivité horaire du travail x nombre d'emplois x durée individuelle moyenne du travail.

impossible et cette impossibilité renvoie à l'irréductibilité de la valeur d'usage à la valeur d'échange. Toute affirmation contraire ne peut que rejoindre la vision néoclassique de l'économie.

Tout cela paraît, sur le plan théorique, assez simple. Pourquoi alors tant de controverses ? Pourquoi Paul Ariès dans tous ses livres nous (me) traite de « travailliste » parce que nous argumentons pour ne pas lâcher l'objectif d'un plein emploi décent ? Je suppose que, en ayant fait leur la proposition de revenu d'existence, la plupart des théoriciens de la décroissance n'ont pas totalement abandonné l'idée qu'un revenu monétaire distribué pourrait avoir une autre origine que la valeur ajoutée par le travail collectif. Le fantasme de la productivité du capital dans toutes ses variantes, néoclassique, autrichienne, cognitiviste ou décroissanciste, c'est-à-dire le fétichisme de l'argent, n'en finira jamais de produire ses ravages.

Il n'est donc pas étonnant que, au fur et à mesure que l'on décortique les points qui restent obscurs, on en arrive à la question de la richesse et de la valeur. Il faut donner acte à Paul Ariès d'avoir, d'une certaine manière, réhabilité indirectement le concept de valeur d'usage à travers ce qu'il appelle le mésusage. Dommage qu'il ne soit pas allé jusqu'au bout en reconnaissant la dette que nous avons tous, en tant qu'adversaires du capitalisme productiviste, vis-à-vis de l'économie politique et surtout de la critique de l'économie politique. Il pourrait voir que la finalité ultime du capitalisme n'est pas la croissance du PIB, dont aucun capitaliste ne se soucie, mais la croissance du taux de profit.

On m'a rétorqué la chose suivante : le but n'est pas le profit mais l'accumulation qui est synonyme de croissance économique. Je réponds deux choses : 1) dire que le but du capitalisme est la rentabilité du capital signifie que c'est pour l'accumuler ; 2) la synonymie entre accumulation du capital et croissance économique est vraie pour la sphère marchande, mais l'économie n'est pas que la sphère marchande ; donc croissance économique et accumulation du capital peuvent être différentes. On retrouve ici la marque des hésitations théoriques concernant le marchand, le monétaire, la richesse, la valeur, l'économie, qui se sont traduites chez plusieurs penseurs de la décroissance par l'idée de « sortir de l'économie », cette économie qu'ils assimilent intrinsèquement au capitalisme.

C'est pourquoi je plaide depuis des décennies pour que, en théorie, nous conciliions la critique marxienne des rapports sociaux capitalistes et la critique écologiste du mode de développement économique dominant. Pour résumer en une phrase ce point théorique crucial : la nature est une richesse, elle n'a pas de « valeur » au sens économique, sa « valeur » est autre. Elle ne crée en elle-même aucune valeur ajoutée au sens économique. Le travail est et restera le seul « ajuteur » de valeur. Mais le travail a besoin de la richesse de la nature pour pouvoir opérer cet acte humain par définition.

Je dis clarification en théorie, afin que nos aventures politiques ne soient pas trop incohérentes. Les théoriciens de la décroissance feraient bien de répondre vraiment aux objections ou questions ci-dessus plutôt que de se réfugier dans une posture facile consistant à réfuter les arguments des tenants du productivisme.<sup>7</sup>

## 2. Sur la forme

La controverse entre les partisans de la décroissance et ceux comme moi d'un développement humain autre que la croissance capitaliste ou le développement durable façon EDF a pris une forme violente qui est inadmissible. Les partisans de la décroissance n'ont pas le monopole de l'écologie. Et j'irais jusqu'à dire que, s'ils ont avancé sur certaines questions comme la démocratie ou les

---

<sup>7</sup> Voir les comptes rendus de lecture que j'ai faits dans J.M. Harribey, « Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ? », *Contretemps*, n° 18, février 2007, p. 142-149, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-besset.pdf> ; « Du côté de la décroissance : questions encore non résolues, Décroissance ou Neuvième Symphonie ? », *Cahiers marxistes*, n° 238, octobre-novembre 2008, p. 175-195, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-cheynet-latouche.pdf> ; « Sur la transition sociale et écologique, quelques lectures », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/06/26/sur-la-transition-sociale-et-ecologique-quelques-lectures/#more-223>.

droits universels, c'est en partie grâce au livre d'Attac sur le développement et à celui de Cyril Di Méo<sup>8</sup> que j'avais préfacé parce qu'il pointait les risques philosophiques et politiques de certains dérapages de la part de penseurs en vue. C'est ce qui m'a valu l'opprobre qui ne m'a plus quitté depuis. J'assume complètement cette préface, d'autant plus que je disais à Cyril Di Méo qu'il fallait que lui-même se démarque davantage du concept officiel de développement durable.

La critique des dégâts du productivisme fait partie de notre bagage commun. Et, à Attac, nous avons été parmi les premiers dans le monde associatif, syndical et politique, à montrer la multidimensionnalité de la crise que nous vivons.<sup>9</sup> On ne peut pas abandonner ce fil conducteur et glisser vers des explications qui renverraient la gravité de cette crise à la démesure humaine, presque naturelle, qui serait coupée des rapports sociaux dans lesquels cette démesure est formatée pour qu'elle puisse avoir libre cours.

Enfin, les porte-parole les plus en vue de la décroissance ont tellement donné l'habitude de la pratique de l'injure, de la mise à l'index, de la fausse citation, voire du plagiat, qu'il leur faut arrêter cela radicalement. Ce n'est plus tolérable. La critique des idées, oui, la mise en cause permanente des personnes, non. Et qu'on ne me dise pas que les coups portés aux personnes viennent de tous les côtés. On ne trouvera pas une seule ligne dans les écrits d'Attac ou dans mes écrits mettant en cause la personnalité de tel ou tel. En revanche, malheureusement, nombreux parmi les partisans de la décroissance se sont fait une spécialité, notamment dans *La Décroissance*, de cette manière de discuter.<sup>10</sup>

Le débat intellectuel mérite autre chose, et nous-mêmes, en tant que personnes, également. C'est aussi cela le « buen vivir ».

### **Conclusion : une remarque méthodologique**

On m'a objecté que vouloir clarifier certains points théoriques et politiques sur la décroissance n'était pas souhaitable pour deux raisons. D'abord parce que, m'a-t-on dit, l'anticapitalisme ou l'alter-développement doivent eux aussi être clarifiés. Ensuite parce que vouloir clarifier signifierait chercher une cohérence absolue s'apparentant à une « pureté » idéologique dangereuse.

La première objection n'en est pas une puisqu'elle inviterait au contraire à approfondir toutes les questions complexes et sujettes à discussion.

La seconde objection est plus sérieuse et mérite d'être examinée. Tout le monde convient aujourd'hui parmi nous que la frontière entre les sciences sociales et les représentations collectives, voire l'idéologie, est ténue. Et peut-être même qu'il n'y a pas de frontière si les sciences sociales sont un enjeu permanent dans les rapports sociaux, jusqu'au point où elles peuvent être performatives.

Cependant, faut-il s'interdire l'élucidation des concepts employés ? Est-ce trop demander à des « scientifiques » qu'ils évitent les mêmes ambiguïtés ou erreurs que celles qu'on trouve dans le discours dominant, dont nos adversaires font leur miel et dont j'ai donné quelques exemples plus haut ? S'il fallait abandonner la *clarification* (j'assume le terme) de la différence entre productivité par tête et la productivité horaire, où se logerait la réduction du temps de travail ? Voilà qui conduirait vraiment à de la pure idéologie – masquer cette potentialité – alors que j'assume

<sup>8</sup> C. Di Méo, *La face cachée de la décroissance, La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*, Paris, L'Harmattan, 2006, Préface de J.M. Harribey, « Comment penser le développement ? », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/penser-developpement.pdf>.

<sup>9</sup> Attac (coord. J.M. Harribey et D. Plihon), *Sortir de la crise globale, Vers un monde solidaire et écologique*, Paris, La Découverte, 2009.

<sup>10</sup> Récemment, quelques intellectuels, soit partisans de la décroissance, soit membres du Conseil scientifique d'Attac, soit les deux à la fois, ont adressé une lettre ouverte à la direction du journal *La Décroissance*, parce que celle-ci avait « écotartuffé » Patrick Viveret et Fabrice Nicolino. Cette réaction était salutaire, mais les signataires étaient restés silencieux pendant des années devant (voire, pour certains, avaient eux-mêmes participé à ou cautionné) ce type d'attaques *ad hominem*. La réponse de la direction du journal a hélas été conforme à sa pratique habituelle (*La Décroissance*, juin 2011).

complètement l'idée que cette *clarification* est capable de nous aider à faire preuve d'un minimum de rigueur scientifique au service d'un projet politique.

On pourrait multiplier les exemples : faire la fine bouche sur la *clarification* nécessaire entre marchand/non marchand et monétaire/non monétaire ne pourrait que nous désarmer face à l'idéologie du tout marché et à celle qui affirme que « hors de la marchandise, point de richesse ».

En 2007, au moment où le candidat Sarkozy faisait le bateleur de foire avec son « travailler plus pour gagner plus », j'avais montré<sup>11</sup> que le tour de force avait consisté pour lui de profiter du vide sidéral laissé par les « gauches » productivistes ou écologistes (aucune différence sur ce point) qui avaient abandonné le fondement même de l'économie politique critique du capitalisme, à savoir que le capital ne produisait aucune valeur et que le travail produisait tout. Renoncement fatal, dont on a longtemps payé le prix lorsque la propagande en faveur des fonds de pension voulut faire croire aux citoyens que la finance pouvait créer de la valeur pour payer les retraites.

Clarification ou renoncement, telle est aussi l'alternative. La lutte contre l'économisme ne peut être définie comme une sortie de l'économie.<sup>12</sup> Si les références anthropologiques et historiques ne suffisent pas, tournons-nous du côté de l'art : par exemple, je pense que Mozart avait compris le principe d'*économie*<sup>13</sup>.

---

<sup>11</sup> J.M. Harribey, « Un regard positif sur le travail », *Politis*, n° 954, 31 mai 2007, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/travail-positif.pdf> ; « Du travail pour qui au travail pour quoi », *Politis*, n° 970, 4 octobre 2007, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/travail-pour-qui-quoi.pdf>.

<sup>12</sup> J.M. Harribey, « Valeur-travail, transformations du capitalisme et primat de l'économie : controverses, malentendus et contresens », in Ivan Sainsaulieu (dir.), *Par-delà l'économisme, La querelle du primat en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 2008, p. 101-116, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/economisme.pdf> ; « La lutte des classes hors sol ? À propos du prétendu économisme de Marx », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 1, 1er trimestre 2009, p. 123-133, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/castoriadis-debat.pdf>.

<sup>13</sup> J.M. Harribey, « Mozart écologiste ou Le principe d'économie est un droit », *Contretemps*, n° 16, avril 2006, p. 7-13, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/mozart-ecologiste.pdf>.